



AVIS DE CONVOCATION
Assemblée Générale Mixte du 22 septembre 2008

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société Ubisoft Entertainment sont convoqués en **assemblée générale mixte** (ordinaire et extraordinaire) le **lundi 22 septembre à 17 heures** au :

Palais Brongniart
Salon d'honneur
Place de la Bourse
75002 Paris
Métro Bourse
Entrée face au 40, rue Notre Dame des Victoires

Pour faciliter le bon déroulement de la réunion, nous vous remercions :

- de vous présenter à l'avance muni de votre carte d'admission (accueil à partir de 16h15)
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote qui vous aura été remis lors de la signature de la feuille de présence
- de vous conformer aux indications données en séance pour les modalités pratiques du vote

Sommaire

➤ Conditions d'accès.....	2
➤ Utilisation du formulaire de vote	3
➤ Exposé sommaire de la situation du groupe Ubisoft sur l'exercice clos le 31 mars 2008	4
➤ Résultats financiers sur les cinq derniers exercices	13
➤ Ordre du jour.....	14
➤ Projet des résolutions.....	15
➤ Demande d'envoi de documents et renseignements	35
➤ Formulaire de vote par correspondance ou par procuration joint	

Conditions d'accès

à l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2008

Formalités préalables à effectuer pour assister à l'assemblée

Le droit de participer à l'assemblée, de s'y faire représenter ou de voter par correspondance, est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris :

- **pour les actions nominatives** : dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la société par son mandataire
- **pour les actions au porteur** : dans les comptes titres au porteur tenus par un intermédiaire financier habilité. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres étant alors constaté par une **attestation de participation** délivrée par l'intermédiaire financier.

Mode de participation à l'assemblée

L'actionnaire a plusieurs possibilités pour exercer son vote :

1. **assister personnellement** à l'assemblée
2. donner **pouvoir au Président** de l'assemblée
3. donner pouvoir **à son conjoint** ou **à un autre actionnaire d'Ubisoft Entertainment SA**
4. **voter à distance** (vote par correspondance)

Les actionnaires **désirant assister personnellement à l'assemblée** devront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- **pour les actionnaires nominatifs** : à la société Ubisoft Entertainment SA - Service des titres - A l'attention d'Isabelle Genouël - 28 rue Armand Carrel - 93108 Montreuil-sous-Bois Cedex.
- **pour les actionnaires au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leurs titres, qu'une carte d'admission soit adressée par la société Ubisoft Entertainment SA au vu de l'attestation de participation qui lui aura été transmise.

Les actionnaires **n'assistant pas personnellement à l'assemblée** et souhaitant opter pour l'un des cas visés au 2, 3 ou 4 devront **retourner le formulaire de vote par correspondance ou par procuration** à la société Ubisoft Entertainment SA, à l'adresse mentionnée ci-dessus, **trois jours** au moins **avant** la date de réunion de **l'assemblée**, accompagné, pour les actions au porteur, de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier habilité.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, l'actionnaire ayant exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ou une attestation de participation, ne pourra plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Les documents relatifs à la présente assemblée sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la société ou à l'adresse commerciale de la société : 28, rue Armand Carrel – 93100 Montreuil-sous-Bois et seront adressés gratuitement à tout actionnaire qui en fera la demande (voir en page 35).

Pour toute **information sur la société**, l'actionnaire peut contacter :

Jean-Benoît Roquette - Relations actionnaires et investisseurs

Tél. : 01 48 18 52 39 / Email : ir@ubisoft.fr



Utilisation du formulaire de vote

Pour recevoir votre carte d'admission afin d'assister personnellement à l'Assemblée Générale, cochez cette case

sinon

Pour voter par correspondance ou par procuration, cochez cette case

A IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.

B QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

A. ☐ Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.

B. ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form according to one of the 3 possibilities mentioned below.

UBISOFT®

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE D'UBISOFT ENTERTAINMENT SA
convoquée pour le lundi 22 septembre 2008 à 17 heures
au Palais Brongniart, Salon d'honneur
2, place de la Bourse, 75002 PARIS

COMBINED GENERAL MEETING OF UBISOFT ENTERTAINMENT SA
to be held on Monday, September 22nd 2008 at 17pm
at Palais Brongniart, Salon d'honneur
2 place de la bourse, 75002 PARIS

CADRE RESERVE / For Company's use only

Identifiant / Account

Nombre d'actions / Number of shares

Nominatif / Registered

Porteur / Bearer

VS/ single vote

VD/ double vote

Nombre de voix / Number of voting rights:

1 ☐ JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST
Cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)

Je vote OUI pour tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noirissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote NON ou je m'abstiens.
I vote FOR all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■ for which I vote against or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le conseil d'administration, je vote en noirissant comme ceci ■ la case correspondante à mon choix.
On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.

Partie Ordinaire

1 2 3 4 5 6

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Partie Extraordinaire

7 8 9 10 11 12 13 14 15 16

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

17 18 19

☐ ☐ ☐

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting.

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the chairman of the meeting to vote on my behalf ☐

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to a vote against) ☐

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 2) à M, Mme ou Mlle ☐

pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (2)) Mr, Mrs or Miss / to vote on my behalf

Pour être prise en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard le : vendredi 19 septembre 2008
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest Friday, September 19th 2008

à la SOCIÉTÉ / to the Company : UBISOFT ENTERTAINMENT SA
Service Titres (Securities Department)
A l'attention d'Isabelle Genouël
28, rue Armand Carrel
93108 Montreuil sous Bois Cedex

2 ☐ JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING
date and sign the bottom without completing it
cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

3 ☐ JE DONNE POUVOIR A : (soit le conjoint, soit un autre actionnaire cf. renvoi (2) au verso) pour me représenter à l'assemblée
I HEREBY APPOINT (you may give your PROXY either to your spouse or to another shareholder - see reverse (2) to represent me at the above mentioned meeting.
M, Mme ou Mlle / Mr, Mrs or Miss
Adresse / Address

ATTENTION : S'il s'agit de titre au porteur, les présentes instructions que vous avez données, ne seront valides que si les titres correspondants ont fait l'objet d'une attestation de participation, dans les délais prévus, par l'établissement financier qui tient votre compte de titres.
CAUTION : concerning bearer shares, your vote or proxy will not be counted unless these shares have been certified as belonging to you by the subcustodian within the prescribed period.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)
-Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)
cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Date & Signature

4

Si vous n'assistez pas à l'Assemblée Générale,

cochez cette case pour voter par correspondance

ou

cochez cette case pour donner pouvoir au Président de l'Assemblée

ou

cochez cette case pour donner pouvoir à votre conjoint ou à un autre actionnaire

dans tous les cas,
merci de dater et signer

➤ Exposé sommaire de la situation du groupe Ubisoft sur l'exercice clos le 31 mars 2008

Chiffres clés

Les informations financières sélectionnées, relatives aux exercices clos les 31 mars 2007 et 2008 sont extraites des comptes consolidés et présentées selon les normes IFRS.

En K€	31.03.08	31.03.07
Chiffre d'affaires	928.307	680.348
Résultat opérationnel	131.520	34.579
Résultat financier	12.426	18.047
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	28	3.149
Impôt société	-48.957	-15.217
Résultat provenant des cessions d'activités abandonnées	14.827	-
Résultat net (part du Groupe)	109.844	40.558
Capitaux propres	634.151	521.819
Investissements liés à la production	186.703	161.196
Effectif	4 323	3 934

Evolution du chiffre d'affaires

A taux courant le chiffre d'affaires a progressé de 36,4% sur l'exercice 2007/2008 ; à taux constant la croissance est de 42,9%.

1) Par métier

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires par métier en %	2007/2008	2006/2007	Variation en volume
Développement	85%	76%	+53%
Edition	12%	18%	-9%
Distribution	3%	6%	-32%
TOTAL	100%	100%	+36%

Le fort développement de l'activité Développement résulte du succès rencontré par les titres majeurs développés par les studios du Groupe avec en particulier Assassin's Creed®, Rainbow Six® Vegas 2 et Rayman Raving Rabids® alors que la baisse de l'activité édition provient du report de jeux tels que Haze™ ou Brother's in Arms®. .

2) Par type de support

	2007/2008	2006/2007
CD-ROM PC	7%	16%
Xbox 360®	26%	28%
Nintendo Wii™	10%	14%
PlayStation®3	20%	2%
PlayStation®2	5%	16%
DS™	26%	11%
PSP™	4%	5%
Game Boy® Advance™	1%	5%
Xbox ®	0%	1%
G-CUBE™	0%	1%
Divers	0%	0%
TOTAL	100%	100%

La société a accéléré son positionnement sur les nouvelles consoles qui ont représenté 86 % des ventes de l'exercice :

- Les consoles portables Nintendo DS™ et Sony PSP™ : au total elles ont représenté 30 % des ventes de l'exercice. La progression est particulièrement importante pour la Nintendo DS™ qui a bénéficié du succès des gammes Petz®, Imagine™ et My Coach. Sur ce marché le Groupe a gagné une position de leader des éditeurs indépendants en 2007.
- La Xbox 360® de Microsoft et la PlayStation®3 : elles ont bénéficié du succès Assassin's Creed®, et des jeux publiés sous la marque Tom Clancy grâce notamment à leur gameplay online. Sur ses deux consoles, le Groupe se situe à la 3^{ème} place des éditeurs indépendants
- La Wii™ : le Groupe a continué de connaître une progression en valeur sur ce marché avec notamment le succès du jeu Rayman® Contre Les Lapins encore plus Crétins®. Le Groupe se situe désormais à la 4^{ème} place des éditeurs indépendants.

3) Par destination géographique

Année fiscale	2007-2008	%	2006-2007	%
(en M€)				
France	91	9,8%	64	9,5%
Allemagne	63	6,8%	49	7,2%
Royaume-Uni	139	14,9%	97	14,3%
Reste de l'Europe	178	19,2%	120	17,6%
Total	471	50,8%	330	48,6%
Etats-Unis/Canada	393	42,3%	306	45,0%
Asie/Pacifique	48	5,2%	33	4,8%
Reste du Monde	16	1,7%	11	1,6%
TOTAL	928	100%	680	100%

La répartition géographique des ventes de l'année 2007/2008 traduit la forte dynamique de la zone Europe sur laquelle le Groupe a bénéficié d'une croissance soutenue particulièrement sur les produits Nintendo DS™ sur lesquels il est leader mais aussi au succès exceptionnel d'Assassin's Creed® qui s'est classé n°1 sur la PlayStation®3 et n°3 sur Xbox 360®. Ainsi en 2007 le Groupe a connu une croissance de 58 % alors que le marché progressait de 25 %. Sur la Zone Amérique du Nord la croissance du Groupe a été impactée par l'affaiblissement du

dollar. Pour leur part les autres zones continuent de monter en puissance et représentent 7 % de l'activité du Groupe.

Evolution du compte de résultat

La marge brute s'élève à 66,4 % du chiffre d'affaires contre 64,6 % pour l'exercice 2006/2007. Cette progression significative était attendue. Elle reflète la part croissante du chiffre d'affaires réalisé sur les consoles de nouvelles générations (86 % du chiffre d'affaires total contre 60 %, ainsi que l'impact des succès majeurs de l'année qui ont eu de très bonnes performances en termes de retour et de remises.

Le résultat opérationnel courant et avant rémunérations payées en actions est en très forte hausse à 133,1 M€ contre 38,3 M€ en 2006/2007.

Cette hausse est le résultat :

- d'une augmentation de 177,4 M€ de la marge brute liée à la forte progression des ventes (+ 248,0 M€) et à l'amélioration de la marge brute,
- d'une augmentation de 31,6 M€ des dépenses de développement, qui représentent 28,5 % du chiffre d'affaires en amélioration de près de 5 points. Ce gain significatif s'explique par des résultats supérieurs aux attentes sur des produits développés en interne sur lesquels l'essentiel des dépenses sont fixes,
- d'une augmentation de 51,0 M€ des dépenses commerciales et de structure qui ont également gagné un point à 23,6 % du chiffre d'affaires,

Le résultat financier se compose de :

- 1,7 M€ de frais financiers en nette amélioration par rapport aux 7,3 M€ de l'année précédente,
- 14,0 M€ de pertes de change en forte augmentation par rapport à 2006/2007,
- 27,9 M€ d'impact positif lié à l'equity swap.

Le résultat de 14,8 M€ provenant de la cession d'activités abandonnées concerne la cession de titres Gameloft SA dans le cadre du contrat d'equity swap signé avec Calyon en Juillet 2007.

La société a comptabilisé une charge d'impôt de 50,0 M€ qui intègre des crédits impôt recherche à hauteur de 3,5 M€ et une charge liée à un contrôle fiscal de 2,1 M€ précédemment comptabilisé en provisions,

Le résultat net ressort à 110 M€ soit un résultat net par action de 2,39 €.

Evolution du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et de l'endettement

Le besoin en fonds de roulement s'établit à -20 M€ contre 29 M€ l'année dernière. Compte tenu des écarts de change et du reclassement des titres Gameloft (25 M€) cela représente une amélioration de 58 M€. Cette année le compte fournisseur prenant en compte 80 M€ au titres des engagements futurs liés à des contrats de développement externe et de licences contre 38 M€ l'année précédente. A noter la forte amélioration des dettes et créances fiscale dont l'impact positif est compensé par l'augmentation des stocks (+18 M€) du poste client (+7 M€) ainsi que du poste actif financier du fait de la valorisation de l'equity swap liés aux titres Ubi.

L'excédent net financier est désormais de 149 M€, une amélioration de 94 M€ qui résulte d'un certains nombre de facteurs :

- une capacité d'autofinancement de 59 M€,
- une amélioration du besoin en fonds de roulement de 58 M€,
- des augmentations de capital à hauteur de 16 M€ provenant des conversions de stock options et de l'exercice des OBSAR,

- d'investissements à hauteur de 48 M€ en immobilisations matérielles et immatérielles dont 33 M€ au titre de la licence Tom Clancy (13 M€ ayant été payé sur les années précédentes),
- Les acquisitions de Sun Flowers et de Digital Kids pour un total 18 M€,
- la cession de 25 M€ de titres Gameloft,
- 3 M€ d'écarts de change.

Politique d'investissement

Ubisoft a poursuivi sa politique d'investissement soutenue qui doit lui permettre de s'imposer sur les nouvelles plateformes, de créer de nouvelles licences dans des genres différents et plus généralement d'accroître ses parts de marché. Ainsi sur 2007/2008 les coûts de production interne ont augmenté de 16 % passant de 161 M€ à 187 M€.

	2007/2008	2006/2007	2005/2006
Investissements liés à la production	187 M€	161 M€	131 M€
% par rapport au chiffre d'affaires HT total	20,11%	23,69%	23,85%
Investissement rapporté à l'effectif moyen de production	55.983 €	53.531 €	52.159 €

Effectifs au 31 mars 2008

Chiffres clés Ubisoft au 31 mars 2008

- 4 323 collaborateurs (effectif moyen sur l'exercice : 4 118), soit près de 10 % d'augmentation depuis le 31 mars 2007,
- des effectifs Ubisoft dans 24 pays,
- 81 % dans les métiers de production et 19 % dans les métiers business,
- une moyenne d'âge de 31,5 ans,
- une ancienneté moyenne de 3,8 ans.

Répartition des effectifs par activité¹

Activités	Au 31.03.08	Au 31.03.07	Au 31.03.06
Production	3 481	3 194	2 729
Business	842	740	712
Total	4 323	3 934	3 441

¹ Ces effectifs ne prennent en compte que les salariés permanents. Les stagiaires et les salariés temporaires (les intermittents, les intérimaires) sont donc exclus du total.

Participations de l'exercice

Contrat d'Equity Swap sur les titres Gameloft.

Ubisoft Entertainment SA a conclu 2 contrats avec la banque Calyon le 12 juillet 2007.

Le premier concerne la cession de la totalité des titres Gameloft détenus par Ubisoft Entertainment SA, soit 13 367 923 actions (18,73% du capital de Gameloft) à un cours de 6,08€ par action.

Le deuxième concerne l'opportunité par Ubisoft Entertainment SA de continuer à bénéficier des fluctuations des cours de l'action Gameloft à la hausse ou à la baisse par rapport à 6,08€ par action fixé dans le premier contrat, et ce jusqu'à la cession des titres par Calyon à un tiers.

Acquisition de nouvelles sociétés :

- Avril 2007 : achat de l'éditeur Sunflowers GmbH. Grâce à cette acquisition, Ubisoft Entertainment SA détient une participation de 30% dans Related Designs Software GmbH.
- Janvier 2008, acquisition de 100% du studio japonais Digital Kids Co.Ltd. Ubisoft Entertainment SA distribuait d'ores et déjà les jeux développés par Digital Kids pour la DS.

Création de nouvelles sociétés :

- Septembre 2007 : création d'Ubisoft Operational Marketing SARL.
- Septembre 2007 : création du studio Chengdu Computer Software Co. Ltd.
- Décembre 2007 : création d'Ubisoft Counsel & Acquisitions SARL
- Février 2008 : création du studio Ubisoft Studios Montpellier SARL
- Février 2008 : création du studio de développement Ubisoft Singapore Pte Ltd.
- Mars 2008 : création de la société Ubisoft Limited.

Prise de participation :

Août 2007 : prise de participation à hauteur de 25% dans la société de droit allemand Avator Entertainment GmbH, studio créé dans le but de développer le jeu Anno on line.

Mars 2008 : cession de la participation de 25% détenu dans la société de droit allemand Avator Entertainment GmbH

Evénements postérieurs à la clôture

Le 15 avril 2008, Ubisoft acquiert son premier studio de développement en Inde. Le groupe poursuit ainsi l'expansion de ses studios en Asie. Le studio compte aujourd'hui 120 développeurs et testeurs. Ils seront amenés initialement à faire du portage de titres sur consoles portables et à renforcer les équipes de test d'Ubisoft.

Le 29 avril 2008, Ubisoft crée son premier studio en Ukraine, à Kiev.

L'option de renouvellement pour 1 an du crédit syndiqué n'a pas été exercée : un nouveau contrat a été signé en Mai 2008, pour un montant de 180 M€ sur 5 ans.

Au 12 mai 2008, les 1 243 121 titres du contrat d'Equity Swap ont été cédés à un prix moyen de 61,68 €.

Comptes Consolidés d'Ubisoft au 31 Mars 2008

Les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2008 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (« International Financial Reporting Standards ») applicables à cette date et telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

Comparabilité des comptes :

Au bilan

Les engagements conclus dans le cadre des contrats de licences, sont désormais comptabilisés pour leur montant engagé au contrat y compris pour la partie non encore versée.

Au 31 mars 2007, ces engagements non versés de 37.772 K€ figuraient en hors bilan.

L'impact sur les comptes au 31 mars 2008 est une augmentation des immobilisations incorporelles – développements extérieurs – et des dettes fournisseurs pour un montant de 80.316 K€

Au compte de résultat

Les frais de logistiques, soit 13.196 K€ au 31 mars 2007, précédemment enregistrés en « autres charges de l'activité », sont désormais inclus dans les « achats consommés ».

Les reprises d'amortissements et de provisions, soit 1.644 K€ au 31 mars 2007, précédemment enregistrées en « autres produits de l'activité », sont désormais incluses pour leur montant net en « amortissements » et « provisions ».

Bilan consolidé :

ACTIF en milliers d'euros	Net 31.03.08	Net Nouvelle présentation 31.03.07
Goodwill	84.376	77.374
Autres immobilisations incorporelles	398.378	301.798
Immobilisations corporelles	22.480	25.510
Participations dans les entreprises associées	328	33.998
Autres actifs financiers	2.517	2.458
Actifs d'impôts différés	21.684	37.630
Actifs non courants	529.763	478.768
Stocks et en-cours	39.879	24.794
Créances clients	84.226	87.857
Autres créances	91.683	73.959
Autres actifs financiers courants	39.284	19.183
Actifs d'impôts exigibles	11.146	10.605
Trésorerie et équivalents de trésorerie	228.913	126.552
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	25.058	-
Actifs courants	520.189	342.950
Total Actif	1.049.952	821.718
PASSIF en milliers d'euros	31.03.08	31.03.07
Capital	7.165	7.037
Primes	459.457	435.234
Réserves consolidées	57.685	38.990
Résultat consolidé	109.844	40.558
Capitaux propres (Part du Groupe)	634.151	521.819
Intérêts minoritaires	-	-
Total Capitaux propres	634.151	521.819
Provisions	1.861	1.952
Engagements envers le personnel	1.699	1.205
Dettes financières	23.323	22.706
Passifs d'impôts différés	43.990	28.214
Passifs non courants	70.873	54.077

Dettes financières	56.097	48.874
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	177.903	118.950
Autres dettes	95.505	75.895
Passifs financiers courants	1.353	-
Dettes d'impôts exigibles	14.070	2.103
Passifs courants	344.928	245.822
Total Passif	1.049.952	821.718

Endettement / Excédent net financier

	31.03.08	31.03.07
Dettes financières	79.420	71.580
Disponibilités	-120.973	-95.766
VMP nettes	-107.940	-30.786
Endettement / Excédent financier	-149.493	-54.972

La situation financière s'est améliorée de 94.521 K€ sur l'exercice

Compte de résultat consolidé :

en milliers d'euros	31.03.08	31.03.07
		Nouvelle présentation
Chiffre d'affaires	928.307	680.348
Autres produits de l'activité	191.209	164.823
Achats consommés	-329.984	-243.164
Variation des stocks de produits finis et en-cours	18.275	2.037
Charges de personnel	-205.010	-171.038
Autres charges de l'activité	-218.182	-161.079
Impôts et taxes	-6.872	-5.950
Amortissements	-254.492	-230.000
Provisions	1.328	-1.038
Résultat opérationnel courant	124.578	34.939
Autres charges et produits opérationnels	6.942	-360
Résultat opérationnel	131.520	34.579
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2.605	1.476
Coût de l'endettement financier brut	-2.926	-7.067
Coût de l'endettement financier net	-321	-5.591
Produits financiers	43.521	38.201
Charges financières	-30.774	-14.563
Résultat Financier	12.426	18.047
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	28	3.149
Charge d'impôt sur les résultats	-48.957	-15.217
Résultat provenant de la cession d'activités abandonnées	14.827	-
Résultat de la période	109.844	40.558
Attribuables aux intérêts minoritaires	-	-
Groupe	109.844	40.558
Résultat net des activités ordinaires poursuivies par action	2,07	0,95
Résultat dilué net des activités ordinaires poursuivies par action	1,98	0,92
Résultat net des activités abandonnées par action	0,32	
Résultat dilué net des activités abandonnées par action	0,31	

Investissements :

K€	2007/2008	2006/2007
Goodwill	13.929	1.823
Incorporels	339.178	251.647
Corporels	10.015	15.932
Financiers	23.797	15.931
TOTAL	386.919	285.333

Tableau de financement consolidé :

en milliers d'euros	31.03.08	31.03.07
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net consolidé	109.844	40.558
+/- Quote-part du résultat des entreprises associées	-28	-3.149
+/- Résultat des activités abandonnées	-14.827	-
+/- Amortissements	254.497	230.118
+/- Provisions	35	884
+/- Coût des paiements fondés sur des actions	8.526	3.344
+/- Plus ou moins values de cession	2.096	243
+/- autres produits et charges calculées	-600	-221
+ intérêts payés	5.231	4.678
+ impôt sur le résultat payé	18.891	7.129
Stocks	-17.569	-1.914
Clients	-7.096	-842
Autres actifs	-27.936	-34.830
Fournisseurs	60.714	22.862
Autres passifs	49.981	33.429
+/-Variation du BFR lié à l'activité	58.095	18.705
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	441.760	302.289
- intérêts payés	-5.231	-4.678
- impôt sur le résultat payé	-18.891	-7.129
TRESORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	417.638	290.482
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-349.193	-280.725
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	475	95
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	-23.731	-15.778
+/- autres flux liés aux opérations d'investissement	-66	-153
+ Remboursement des prêts et autres actifs financiers	23.735	16.077
+ Encaissement provenant de la vente des activités abandonnées	25.110	-
+/- Variation de périmètre ⁽¹⁾	-18.342	170
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-342.012	-280.314
Flux des opérations de financement		
+ Nouveaux emprunts de location financement	-	60
+ Nouveaux emprunts à long et moyen terme	268	30.740
- Remboursement des emprunts de location financement	-55	-230
- Remboursement des emprunts	-	-151.933
+ Intérêts courus	-	-807
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	15.825	106.551
+/- Reventes/achats d'actions propres	-392	625
+/- Autres flux	3	-42
TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	15.649	-15.036
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	91.275	-4.868
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	78.653	80.894
Incidence des écarts de conversion	3.253	2.627
Trésorerie à la clôture de l'exercice	173.181	78.653
⁽¹⁾ dont trésorerie des sociétés acquises et cédées	-897	-17

Comptes Sociaux d'Ubisoft Entertainment SA au 31 Mars 2008

(en K€)

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de facturation de royalties intra-groupe.

K€	31 mars 2008	31 mars 2007
Production / chiffre d'affaires	571.034 ⁽¹⁾	435.190
Résultat d'exploitation	69.823	8.835
Résultat financier	8.050	291
Résultat courant avant impôt	77.873	9.126
Résultat exceptionnel	- 700	6.832
Résultat net	75.212	16.047

⁽¹⁾ dont production immobilisée : 204.025 K€

Tableau des emplois-ressources

L'activité de la société a dégagé au cours de l'exercice les ressources et emplois suivants :

Ressources	K€	Emplois	K€
marge brute d'autofinancement	292.925	acquisitions d'immobilisations incorporelles	246.629
nouveaux emprunts	-	acquisitions d'immobilisations corporelles	679
augmentation des fonds propres	15.825	acquisitions d'immobilisations financières	90.852
cession des immobilisations	16.851	remboursement des emprunts	-
remboursement des immobilisations financières	41.753	Diminution des comptes courants	2.639
Total ressources	367.354	Total emplois	340.799

Il en résulte un excédent de 26.555 K€.

Coûts de développement

Au 31 mars 2008, le montant des coûts de développement s'élève à 204 M€ comparé à 167,2 M€ au 31 mars 2007.

Périmètre d'intégration fiscale :

Au 31 mars 2008, les sociétés membres du groupe fiscal sont les suivantes :

- Ubisoft Entertainment SA (tête de groupe)
- Ubisoft France SAS
- Ludi Factory SAS
- Ubisoft EMEA SAS
- Ubisoft Books and Records SAS
- Ubisoft Organisation SAS
- Ubisoft World SAS
- Ubisoft Manufacturing & Administration SAS
- Ubisoft Marketing International SARL

➤ Résultats financiers sur Les cinq derniers exercices

(art. R 225-83 du Code de commerce)

Exercice	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Capital social (€)	5.450.514	5.593.900	6.024.644	7.036.578	7.164.812
Nb actions ordinaires	17 582 304	18 044 840	19 434 336	45 397 276	46 224 592
Nb actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nb maximal actions à créer	6 385 287	7 172 031	6 249 938	3 020 002	3 808 907
Par conversion d'obligations	2 598 318	2 598 297	1 814 025	-	-
Par levée de stock options	1 207 577	2 041 714	2 114 833	3 020 002	3 808 907
Par exercice de bons de souscription	2 579 392	2 532 020	2 321 080	-	-
Chiffre d'affaires (K€)	165.872	294.529	314.228	435.190	571.034
Résultat avant impôts, participation, dotations (K€)	91.796	125.292	124.761	236.943	309.662
Impôts sur les bénéfices (K€)	96	- 1.260	2.303	- 89	1.961
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, dotations (K€)	1.305	20.085	-12.813	16.047	75.212
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Par action, résultat après impôts avant dotations (€)	5,22	6,87	6,30	5,22	6,66
Par action, résultat après impôt et dotations (€)	0,07	1,11	-0,66	0,35	1,63
Dividende attribué à chaque action	-	-	-	-	-
Effectif moyen des salariés	5	5	5	5	5
Montant de la masse salariale (K€)	525	546	546	546	546
Cotisations sociales et avantages sociaux (K€)	186	195	199	215	204

Ordre du jour

de l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2008

Caractère ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2008 et quitus aux administrateurs
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2008
3. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2008
4. Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce
5. Autorisation d'achat, de conservation ou de transfert des actions Ubisoft Entertainment SA
6. Pouvoirs pour formalités

Caractère extraordinaire

7. Autorisation donnée au Conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions
8. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société
9. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société
10. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents d'un plan d'épargne du Groupe
11. Autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires
12. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution d'actions de la Société visées aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce
13. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France
14. Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social, par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes
15. Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital
16. Plafond global des augmentations de capital
17. Maintien des délégations en période d'offre publique
18. Division par deux de la valeur nominale des actions
19. Pouvoirs pour formalités

Projet des résolutions

soumis au vote de l'assemblée générale mixte du 22 septembre 2008

Partie ordinaire de l'assemblée

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2008 et quitus aux administrateurs)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2008 tels qu'ils ont été présentés (comprenant le bilan, le compte de résultats et l'annexe), lesquels font apparaître un bénéfice de 75 212 163,38 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 mars 2008.

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2008)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 mars 2008 ainsi que suit :

- résultat bénéficiaire	75 212 163,38 euros
- à la réserve légale à concurrence de ainsi porté à 10% du minimum légal	12 823,40 euros
Solde au compte Autres Réserves	75 199 399,98 euros
ainsi porté de	8 836 876,79 euros
à	84 036 269,77 euros

L'Assemblée Générale prend, en outre, acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au cours des trois exercices précédents.

TROISIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2008)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2008 tels qu'ils ont été présentés (comprenant le bilan, le compte de résultats consolidé et l'annexe), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

QUATRIEME RESOLUTION

(Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce et relatif à l'exercice clos le 31 mars 2008, prend acte des conclusions dudit rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIEME RESOLUTION

(Autorisation d'achat, de conservation ou de transfert d'actions Ubisoft Entertainment SA)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et conformément aux dispositions applicables du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à acheter, conserver et transférer des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital social existant à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée, étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opération de croissance externe est limité à 5% du capital conformément à la loi.

Ces achats et ventes d'actions pourront être effectués en vue de toutes affectations permises ou qui viendraient à être autorisées par la loi et les règlements en vigueur, et notamment en vue de :

- Assurer la liquidité et l'animation du marché secondaire de l'action Ubisoft Entertainment SA par un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante, conformément à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- La remise de titres à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société ;
- L'allocation d'actions aux salariés et mandataires sociaux du groupe Ubisoft selon toute formule autorisée par la loi, et notamment dans le cadre de la participation aux résultats de l'entreprise, de tout plan d'épargne d'entreprise, de tout plan d'attribution gratuite d'actions, de tout plan d'options d'achat d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux ;
- La conservation des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans la limite de 5 % du capital existant ;
- L'annulation d'actions, sous réserve de l'adoption de la septième résolution soumise à la présente assemblée ;
- La mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers.

Le prix unitaire d'achat maximal autorisé, hors frais, est de 120 euros soit sur la base du capital social au 30 avril 2008 un montant maximum de 555 578 304 euros, étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, attribution d'actions gratuites, et/ou division ou regroupement des actions, le prix unitaire d'achat maximal et le montant maximum du programme seront ajustés en conséquence.

L'utilisation de l'autorisation ne pourra avoir pour effet de porter le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par la Société à plus de 10 % du nombre d'actions composant le capital social.

Les actions pourront être rachetées, cédées ou transférées par tous moyens. Ces moyens incluent les opérations de gré à gré, les cessions de blocs de titres, les ventes à réméré, l'utilisation de tout instrument financier dérivé négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place de stratégies optionnelles.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois à tout moment hormis en période d'offre publique sur les actions de la Société.

Le Conseil d'administration informera les actionnaires, lors de chaque assemblée générale annuelle, des achats, transferts ou annulations d'actions ainsi réalisés ainsi que de l'affectation et, le cas échéant, la réaffectation, dans les conditions prévues par la loi, des actions acquises, aux différents objectifs poursuivis.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour passer tous ordres de bourse ou hors marché, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer, conformément aux dispositions légales, toute affectation ou réaffectation des actions acquises, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée Générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de préparer un descriptif du programme rectificatif comprenant ces objectifs modifiés.

Cette autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la date de la présente assemblée. Elle met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 4 juillet 2007, d'acheter des actions de la Société.

SIXIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

Partie extraordinaire de l'assemblée

SEPTIEME RESOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration à procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la réduction du capital social, dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de 24 mois, par annulation des actions que la Société détient ou pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés par la cinquième résolution soumise à la présente assemblée ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente assemblée.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour réaliser ces opérations dans les limites et aux époques qu'il déterminera, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves, de bénéfices ou de primes, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée.

L'Assemblée Générale met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 4 juillet 2007.

HUITIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social, par émission avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1°) délègue au Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, notamment celles des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-91 à L. 228-97 du Code de commerce, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger :
 - (a) d'actions de la Société,
 - (b) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société,
 - (c) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

Les valeurs mobilières autres que les actions émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises, soit en euros, soit en monnaie étrangère, soit en toutes autres unités de comptes établies par référence à plusieurs devises et pourront être souscrites soit en espèces, soit par compensation de créances. L'émission de bons autorisant la souscription de valeurs mobilières pourra être réalisée par souscription ou par attribution gratuite aux titulaires d'actions anciennes.

- 2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 2 000 000 d'euros, étant précisé que (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société, et (ii) que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global de 4 000 000 d'euros visé à la seizième résolution de la présente assemblée.
- 3°) décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la Loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra user, dans l'ordre qu'il estimera opportun, de l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites ;
 - offrir au public tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.
- 4°) constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.
- 5°) décide que le montant nominal principal maximal des titres de créances donnant accès au capital ne pourra excéder 400 000 000 d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en toutes unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente Assemblée Générale.
- 6°) décide que la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la Loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

En outre, le Conseil d'administration ou son Président pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social, par émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

1°) délègue au Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, notamment celles des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 à L. 228-97 du Code de commerce, la compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger :

- (a) d'actions de la Société ;
- (b) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société,
- (c) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social.

Les valeurs mobilières autres que les actions, émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, soit en toutes autres unités de comptes établies par référence à plusieurs devises et pourront être souscrites soit en espèces, soit par compensation de créances.

- 2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 2 000 000 d'euros, étant précisé que (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et que (ii) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation viendra s'imputer sur le plafond global de 4 000 000 d'euros prévu par la seizième résolution.
- 3°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur toute partie de l'émission, pendant le délai et les conditions qu'il fixera. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible.
- 4°) décide que, si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou l'autre des facultés ci-après :
- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions si les conditions requises par la loi sont satisfaites,
 - répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.
- 5°) constate que, le cas échéant, la délégation susvisée emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.
- 6°) décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions et valeurs mobilières donnant accès au capital émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émissions de bons de souscription, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis.
- 7°) décide que le montant principal maximal des titres de créances ne pourra excéder 400 000 000 d'euros, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente Assemblée Générale.
- 8°) décide que le Conseil d'administration pourra utiliser la présente délégation à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société en rémunération des titres apportés à toute offre publique d'échange initiée par la Société, en application de l'article L. 225-148 du Code de commerce, sur les titres d'une autre société admis sur l'un des marchés visés par ledit article L. 225-148 du Code de commerce et décide, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

Cette autorisation comporte renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles pourront donner droit celles des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi :

- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- fixer les montants à émettre, déterminer les modalités d'émission et la forme des valeurs mobilières ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- procéder, s'il y a lieu, à l'imputation, sur ladite « Prime d'apport », de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée.

- 9°) décide que la présente délégation, conformément aux dispositions L. 225-129-2 du Code de commerce, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la Loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En outre, le Conseil d'administration ou son Président, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

DIXIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents à un plan d'épargne du Groupe)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et aux articles L. 3332-1 (anciennement article L. 443-1) et suivants du Nouveau Code du travail:

- 1°) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux adhérents d'un plan d'épargne du Groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce,
- 2°) décide que (i) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à **0,2%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital, et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'impute sur le plafond de 4 000 000 d'euros fixé dans la seizième résolution.
- 3°) décide de supprimer au profit des adhérents à un plan d'épargne du Groupe, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, à émettre dans le cadre de la présente délégation.
- 4°) décide que le prix de souscription des actions ou valeurs mobilières émises sera déterminé dans les conditions définies aux articles L. 3332-18 et suivants (anciennement L. 443-5) du Nouveau Code du travail.
- 5°) décide de fixer la décote maximum offerte dans le cadre d'un plan d'épargne à 15% de la moyenne des cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ; étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger afin de satisfaire les exigences des droits locaux applicables.
- 6°) décide par ailleurs que le Conseil d'administration pourra également procéder au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus à l'attribution à titre gratuit d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société dans les conditions légales et réglementaires, à titre de substitution de tout ou partie de la décote visée au 5°) et/ou au titre d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites prévues aux articles L. 3332-21 et L. 3332-11 (anciennement L. 443-5 et L. 443-7) du Nouveau Code du travail.

Chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les bénéficiaires mentionnés ci-dessus, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou de sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L. 214-40-1 du Code monétaire et financier.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées, et à l'effet notamment de :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission,
- décider si les actions pourront être souscrites directement par les adhérents à un plan d'épargne ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou de sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L. 214-40-1 du Code monétaire et financier,
- déterminer les sociétés et les bénéficiaires concernés,
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission,
- le cas échéant, fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires pour souscrire aux actions ordinaires ou valeurs mobilières nouvelles à émettre des augmentations de capital, objet de la présente résolution,
- fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix de souscription, les conditions et modalités des émissions d'actions ou de valeurs mobilières qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et notamment leur date de jouissance, et les modalités de leur libération et de leur livraison,
- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires à concurrence du montant des actions ordinaires qui seront effectivement souscrites,
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toute mesure ou décision et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et notamment pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable vingt six mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

ONZIEME RESOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ ou d'achat d'actions ordinaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1°) autorise le Conseil d'administration, en application des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, à consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et les dirigeants sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions ordinaires de la Société dans les conditions ci-dessous, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-182 du Code de commerce, le Conseil d'administration ne pourra pas octroyer d'options aux dirigeants sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L.225-180 du Code de commerce, détenant plus de 10 % du capital social.

- 2°) décide que (i) le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être souscrites ou achetées par les bénéficiaires par exercice des options qui seront consenties par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder **3,4%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, résultant des émissions d'actions ordinaires à terme réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4 000 000 d'euros fixé dans la seizième résolution.
- 3°) décide que le prix de souscription ou d'achat des actions ordinaires par les bénéficiaires des options sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il consentira les options aux bénéficiaires dans les limites ci-après indiquées :
- S'agissant d'options de souscription d'actions ordinaires, le prix de souscription des actions ordinaires ne pourra pas être inférieur, au choix du conseil d'administration, à la moyenne des premiers cours constatés aux vingt séances de bourse précédant la date d'attribution des options ou au cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que, dans tous les cas, le prix de souscription des actions ordinaires fixé par le Conseil d'administration ne pourra être inférieur au seuil fixé par l'article L 225-177 du Code de commerce,
 - S'agissant d'options d'achat d'actions ordinaires, le prix d'achat des actions ordinaires ne pourra être inférieur à la moyenne des premiers cours constatés aux vingt séances de bourse précédant la date d'attribution des options, ni au cours moyen d'achat des actions ordinaires détenues par la Société au titre des articles L 225-177 et L. 225-179 du Code de commerce.
- Le prix fixé pour la souscription ou l'achat des actions ordinaires ne pourra pas être modifié pendant la durée de l'option, sous réserve des ajustements auxquels le Conseil d'administration devra procéder en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.
- 4°) prend acte que les options ne pourront être consenties par le Conseil d'administration :
- Dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics ;
 - Dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la Société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours de bourse des actions de la Société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ;
 - Moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital.
- 5°) décide que les options de souscription et d'achat d'actions ordinaires consenties en vertu de cette autorisation devront être exercées dans un délai maximal de dix ans à compter de leur attribution.
- 6°) constate que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options de souscription. L'augmentation du capital social résultant des levées d'options de souscription sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement, en numéraire ou par compensation de créance, de la somme correspondante.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, à l'effet de :

- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles seront consenties les options ;
- déterminer la liste des bénéficiaires d'options, le nombre d'options allouées à chacun d'eux, les conditions d'exercice des options ;
- fixer la durée de validité des options, étant entendu que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix ans ;
- fixer la ou les dates ou périodes d'exercice des options, étant entendu que le Conseil d'administration pourra (a) anticiper les dates ou les périodes d'exercice des options, (b) maintenir le caractère exerçable des options ou (c) modifier les dates ou périodes pendant lesquelles les actions obtenues par l'exercice des options ne pourront être cédées ou mises au porteur ;
- fixer les conditions d'exercice des options et notamment limiter, suspendre, restreindre ou interdire (a) l'exercice des options ou (b) la cession des actions ordinaires obtenues par exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant (i) porter sur tout ou partie des options et (ii) concerner tout ou partie des bénéficiaires ; ces conditions pourront comporter des clauses d'interdiction de levée des options pendant une ou plusieurs périodes, ainsi que des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions ordinaires sans que le délai imposé pour la conservation des titres ne puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option ;
- arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions ordinaires nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription ;
- prendre, dans les cas prévus par la loi, les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du Code de commerce ;
- plus généralement, conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital à la suite des levées d'options, modifier le cas échéant les statuts en conséquence, effectuer toutes formalités notamment nécessaires à la cotation des titres ainsi émis et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, constatera, s'il y a lieu, dans les conditions légales, le nombre et le montant des actions ordinaires émises à la suite des levées d'options de souscription et apportera les modifications nécessaires aux stipulations des statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions ordinaires qui le représentent, le cas échéant, demandera l'admission des actions ordinaires nouvelles aux négociations sur le marché d'Euronext Paris ou tout autre marché réglementé, effectuera toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes, et sur sa seule décision, s'il le juge opportun, imputera les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale et, plus généralement, fera tout ce qui sera nécessaire.

Dans l'hypothèse où les options de souscription et/ou les options d'achat d'actions ordinaires seraient attribuées à des personnes domiciliées ou résidant à l'étranger ou à des personnes domiciliées ou résidant en France mais soumises à un régime fiscal étranger, le Conseil d'administration pourra adapter les conditions applicables aux options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires afin de les rendre conformes aux dispositions du droit étranger concerné et d'assurer le meilleur traitement fiscal possible. A cet effet, le Conseil d'administration pourra à sa discrétion, adopter un ou plusieurs sous-plans applicables aux différentes catégories de salariés soumis à un droit étranger.

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Conseil d'administration informera chaque année dans un rapport spécial, les actionnaires, lors de l'Assemblée Générale annuelle, des opérations réalisées en application des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Cette autorisation est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée. Elle met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 4 juillet 2007.

DOUZIEME RESOLUTION

(Autorisation donnée au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1°) autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.
- 2°) décide que le Conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que, le cas échéant, les conditions et les critères d'attribution des actions.
- 3°) décide que :
 - (i) les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **1%** du nombre d'actions composant le capital de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, résultant des émissions d'actions ordinaires réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4 000 000 d'euros fixé dans la seizième résolution.
- 4°) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans, et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Conseil d'administration, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'administration, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. Pour autant que de besoin, il est rappelé que le Conseil d'administration pourra prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus.
- 5°) décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions gratuites lui seront définitivement attribuées avant l'expiration de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles.

- 6°) prend acte que la présente autorisation emporte de plein droit au profit des bénéficiaires renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises en vertu de la présente résolution.
- 7°) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et notamment, fixer, le cas échéant, les modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation, fixer les conditions d'émission et la date de jouissance des actions nouvelles à émettre, les dates de jouissance des actions nouvelles, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ; et plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette autorisation est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée. Elle met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 4 juillet 2007.

TREIZIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce :

- 1°) délègue au Conseil d'administration la compétence de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions ordinaires de la Société dont la souscription sera réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France (ci-après « les Filiales ») et dont la libération pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- 2°) décide (i) que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation est fixé à **0,4%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration fixant l'ouverture de la période de souscription, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant des émissions réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4 000 000 d'euros fixé dans la seizième résolution ;
- 3°) prend acte que le Conseil d'administration pourra procéder à l'émission d'actions réservées aux salariés de Filiales concomitamment ou indépendamment d'une ou plusieurs émissions ouvertes aux actionnaires, aux salariés adhérents au plan d'épargne du Groupe ou à des tiers ;

4°) décide que le prix de souscription des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il fixera la date d'ouverture des souscriptions, selon l'une des deux modalités suivantes, au choix du Conseil d'administration :

- prix de souscription égal à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15%, ou
- prix de souscription égal au cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15%, étant précisé que la modalité retenue, ou le montant de décote retenu, pourra différer selon les augmentations de capital ou les bénéficiaires ;

5°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre au profit des salariés et mandataires sociaux des Filiales ;

6°) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre,
- arrêter la liste des bénéficiaires parmi les salariés et mandataires sociaux des Filiales, déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
- arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 4° de la présente résolution,
- arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
- fixer la date de jouissance des actions à émettre,
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la prime ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions,
- le cas échéant, demander l'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché Euronext Paris ou tout autre marché réglementé,
- conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et procéder à la modification corrélative des statuts,
- assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
- et plus généralement déterminer les conditions et modalités des opérations effectuées dans le cadre de la présente résolution, constater la réalisation de l'augmentation de capital, et effectuer toutes les formalités légales, le tout en conformité des dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce.

7°) décide que la présente délégation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

QUATORZIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce :

- 1°) délègue au Conseil d'administration, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie au 4°) ;
- 2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à un montant nominal maximal de **2 000 000 d'euros**, étant précisé que (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et que (ii) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation viendra s'imputer sur le plafond global prévu par la seizième résolution.
- 3°) décide que le prix de souscription des actions ou des valeurs mobilières nouvelles à émettre en vertu de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il fixera la date d'ouverture des souscriptions et sera égal à la moyenne des cours de clôture des vingt séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission.
- 4°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et/ou valeurs mobilières à émettre, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 alinéa 1 du Code de commerce, au profit d'une catégorie de personnes composée d'investisseurs notamment de fonds d'investissements ou de sociétés intervenant ou amenés à intervenir dans le domaine des jeux vidéo, des logiciels ou du divertissement.
- 5°) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment à l'effet de :
 - déterminer les conditions et les modalités de la ou des émissions, déterminer le nombre global de titres à émettre,
 - arrêter la liste des bénéficiaires parmi la catégorie ci-avant définie ; déterminer le nombre d'actions ordinaires pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
 - arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 3° de la présente résolution,
 - arrêter les modalités de libération des actions à émettre dans les limites légales,
 - fixer la date de jouissance des actions à émettre,
 - limiter le montant de la ou des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution au montant effectif des souscriptions dans les limites prévues par la loi,
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la prime ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions,
 - assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société, et ce, en conformité avec les dispositions légales ou réglementaires applicables,et plus généralement, constater la réalisation de la ou des augmentations de capital, procéder à la modification corrélative des statuts, effectuer toutes les formalités légales, prendre toute mesure et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des actions nouvelles aux négociations sur Euronext Paris ou tout autre marché réglementé.
- 6°) décide que la présente délégation est conférée au Conseil d'administration pour une durée de dix-huit mois et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

QUINZIEME RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément à l'article L. 225-147 alinéa 6 du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés au 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises.

L'Assemblée Générale décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10% du capital de la Société tel qu'existant à la date de la présente assemblée et s'imputera sur le plafond de 4 000 000 d'euros fixé dans la seizième résolution.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour arrêter la liste des titres de capital ou des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés au 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

Cette délégation est donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet.

SEIZIEME RESOLUTION

(Plafond global des augmentations de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, fixe conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce, le plafond global de l'augmentation de capital qui pourrait résulter, immédiatement ou à terme de l'ensemble des émissions réalisées en vertu des délégations de compétence prévues par les huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième et quinzième résolutions de la présente assemblée, à un montant nominal de **4 000 000 d'euros**, étant rappelé que dans la limite de ce plafond global :

- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la **huitième résolution** de la présente assemblée, ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **2 000 000 d'euros** ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la **neuvième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **2 000 000 d'euros** ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un plan d'épargne, objet de la **dixième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **0,2%** du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration ;
- le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être souscrites ou achetées par les bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, objet de la **onzième résolution**, ne pourra excéder **3,4%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration ;
- le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être attribuées gratuitement aux bénéficiaires d'actions gratuites, objet de la **douzième résolution**, ne pourra excéder **1%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des salariés et mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, objet de la **treizième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **0,4%** du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration fixant l'ouverture de la période de souscription ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes, objet de la **quatorzième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **2 000 000 d'euros**,
- le montant des titres de capital et des valeurs mobilières émis en vue de rémunérer des apports en nature, constitués de titres de capital ou valeurs mobilières, consentis à la Société objet de la **quinzième résolution** ne pourra excéder 10% du capital social de la Société.

Etant précisé que le montant visé ci-dessus ne tient pas compte du montant nominal des titres de capital à émettre le cas échéant, au titre des ajustements effectués, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

(Maintien des délégations en période d'offre publique)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions de l'article L. 233-33 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans l'éventualité où les titres de la Société viendraient à être visés par une offre publique dans le cas où le premier alinéa de l'article L. 233-33 du Code de commerce est applicable, à mettre en œuvre les autorisations et délégations qui lui ont été consenties au titre des résolutions 8 à 15 de la présente Assemblée ;
2. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre, dans les conditions prévues par la loi, la présente autorisation ;
3. fixe à dix-huit mois, à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de l'autorisation conférée au Conseil d'administration objet de la présente résolution.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

(Division par deux de la valeur nominale des actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de diviser par deux la valeur nominale des actions composant le capital social, ce dernier restant inchangé. La division donnera ainsi lieu à l'échange de deux actions nouvelles contre une action ancienne. Les actions nouvelles jouiront à compter de leur émission des mêmes droits que les actions anciennes.

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, pour :

- fixer, dans un délai maximal d'un an à compter de la présente Assemblée, la date d'effet de cette division de la valeur nominale de l'action,
- déterminer le nombre d'actions nouvelles de 0,0775 euro à émettre en fonction du nombre d'actions de 0,155 euro existant à la date d'effet,
- réaliser l'échange des actions nouvelles contre les actions anciennes, procéder à l'émission des actions nouvelles et à l'annulation corrélative des actions anciennes,
- modifier l'article 4 des statuts relatif au montant du capital,
- procéder à tous ajustements rendus nécessaires par cette division,
- accomplir tous actes et procéder à toutes formalités ou déclarations qui seraient requises en conséquence de cette décision,
- et plus généralement faire directement ou par mandataire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

En outre, l'Assemblée Générale prend acte de ce qu'à la date d'effet de la division de la valeur nominale de l'action :

- le nombre d'actions susceptibles d'être obtenues par les bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, au titre des options octroyées par le Conseil d'administration antérieurement à la division du nominal de l'action, sera multiplié par deux, tandis que les prix unitaires de souscription ou d'achat des actions sous option tels que fixés par le Conseil d'administration lors de l'octroi desdites options, seront divisés par deux ;

- le nombre des actions susceptibles d'être obtenues par les bénéficiaires d'attribution d'actions gratuites, au titre des attributions effectuées par le Conseil d'administration antérieurement à la division du nominal de l'action, sera multiplié par deux ;
- le prix maximum d'achat des actions visé à la cinquième résolution qui précède sera divisé par deux ;
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être émises ou acquises aux termes des délégations ou autorisations en cours de validité conférées par les assemblées d'actionnaires, y compris la présente assemblée, sera ajusté pour tenir compte de l'opération de division de la valeur nominale de l'action.

La division de la valeur nominale de l'action Ubisoft Entertainment SA, objet de la présente résolution, sera sans effet sur le droit de vote prévu à l'article 8 des statuts de la Société, qui sera donc conféré à toutes les actions nouvelles issues d'actions anciennes qui en bénéficiaient.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour formalités)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

➤ Demande d'envoi de documents et renseignements

Visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce

(Réservée aux seuls actionnaires)

A retourner à :
Ubisoft Entertainment SA
Service des titres
Att : Isabelle Genouël
28 rue Armand Carrel
93108 Montreuil sous bois

Je soussigné(e), Nom :Prénom :

Demeurant :
.....

Propriétaire de : actions de la société Ubisoft Entertainment SA sous la forme :

☐ nominative

et/ ou

☐ au porteur, inscrites en compte chez (banque, établissement financier ou société teneur de compte) ¹
.....

Demande que me soient adressés, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, les documents et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce concernant l'**assemblée générale mixte** de la société **Ubisoft Entertainment SA** qui aura lieu le **22 septembre à 17 heures, à Paris (75002), au Palais Brongniart, Salon d'honneur, Place de la Bourse.**

Fait à, le

Signature :

Nota : Les actionnaires titulaires de titres au nominatifs peuvent, conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, par une demande unique, obtenir à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures, l'envoi de l'ensemble des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce.

¹ Indication précise de la banque, de l'établissement financier ou de la société de Bourse teneur de compte des actions – Annexer l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier habilité (article R. 225-85).

Ubisoft Entertainment
Société anonyme à conseil d'administration
Au capital de 7.212.301,44€
Siège social : 107 avenue Henri Fréville
BP 10704 35207 Rennes cedex 2
335 186 094 RCS Rennes